

PRÉSENTATION

Parler aujourd'hui de la « construction de mémoires en Espagne » oblige à nous placer dans le cadre d'un vaste mouvement de récupération mémoriel qui comprend des événements historiques ne se limitant pas à la guerre civile. En effet, il s'agit aussi de prendre en compte l'exil massif qui a suivi la victoire franquiste, la dictature qui lui a succédé (1939-1975) et le questionnement autour de la valeur donnée à la Transition dans la construction. Cette dernière, associée à l'instauration d'un État démocratique, a paradoxalement constitué une période d'« oubli » officiel du passé.

Les marques chronologiques bifurquent irrémédiablement vers d'autres événements multiples ; certains avec moins d'écho dans l'espace public, ce qui a amené l'historiographie actuelle, l'investigation journalistique et la collecte de témoignages à mettre en lumière, entre autres, l'exil des enfants basques, la disparition d'enfants de Républicains pendant le franquisme, la situation et la répression dans les prisons franquistes, les camps de concentration franquistes et la lutte clandestine pendant la dictature. À ceci s'ajoutent les remarquables travaux, aussi bien d'historiens espagnols qu'étrangers, centrés sur des aspects qu'une historiographie généraliste a eu tendance à laisser de côté, tels que la situation des femmes dans les prisons franquistes ou le rôle particulier qu'ont joué les organisations anarchistes pendant la Seconde République et la guerre. Il en est de même avec des travaux spécifiques portant sur l'exil espagnol, prenant en compte l'expérience de l'internement dans des camps français et l'expérience concentrationnaire des Espagnols dans les camps nazis et dans les camps du Goulag.

Parallèlement, il y a aussi un effort pluridisciplinaire qui, tendant à aborder et à interroger le présent en partant de la mémoire de la barbarie, prend Auschwitz pour référent. Il s'agit alors de la construction d'une épistémologie de la mémoire plus que d'une « récupération » mémorielle.

Face à cette prolifération thématique, comprenant des perspectives par ailleurs très diverses, il convient de s'interroger sur l'existence d'une seule mémoire espagnole qui pourrait rendre compte de ce mouvement de récupération du passé. Au contraire, il nous semble qu'il faudrait parler de mémoires plurielles, parfois croisées et qui ne coïncident pas toujours. Il convient aussi d'ajouter à cela la configuration spécifique de certains de ces événements dans l'ensemble de la géographie espagnole, d'une part déjà politiquement différenciée pendant la Seconde République avec l'existence des gouvernements basque et catalan et, d'autre part, déjà divisée à la suite du conflit belliqueux entre la zone nationale ou franquiste et la zone républicaine.

S'il y a un élément commun qui imprègne tout le mouvement de cette récupération mémorielle, il est tout d'abord lié à une volonté de faire connaître et de repenser les faits historiques à partir de l'histoire des vaincus du franquisme, des résistants clandestins à l'intérieur et à l'extérieur du pays et des exilés et des déportés dans les différents camps européens. Ensuite, il doit être mis en relation avec le besoin de signifier la mémoire dans le présent.

Ce mouvement a commencé, de manière ouverte et avec de grandes répercussions médiatiques, dans les années 1990 à partir du travail des associations civiles réclamant la « récupération de la mémoire historique » – terme controversé, mais qui désigne, malgré tout, la forme discursive prise par la reconstruction du passé récent en Espagne. Ces associations, pour la plupart constituées de descendants des victimes de représailles ou exécutées par le camp franquiste, ont été des acteurs clefs dans la constitution légale des procédures d'ouverture de fosses. Ces procédures ont marqué un tournant et ont permis d'accorder un rôle de premier plan aux « vaincus » et à ceux qui ont repris leur héritage politique et social.

La pression des associations, présentes dans l'ensemble de la société espagnole, s'est fait remarquer, de façon tangentielle, lors de la conclusion du discours d'investiture du chef du gouvernement, José Luis Rodríguez Zapatero, prononcé devant la Chambre des députés en 2004 : « Une envie profonde de paix, l'amour du bien et l'amélioration sociale des plus humbles. » Avec ces mots, empruntés à Juan Rodríguez Lozano, grand-père du chef du gouvernement, officier fusillé par le camp franquiste pendant la guerre civile, le discours idéologique des vaincus de la guerre faisait acte de présence, pour la première fois, dans le discours gouvernemental.

Le mouvement de récupération de la mémoire historique s'articule officiellement avec l'élaboration de la Loi de Mémoire historique promue par le gouvernement socialiste Zapatero et approuvée par le Parlement espagnol en 2007. Parallèlement, la même année, le gouvernement catalan de la *Generalitat* a approuvé la Loi du Mémorial démocratique.

Alors que la Loi de Mémoire historique, la plus connue probablement au-delà des frontières espagnoles, est une loi réparatrice, la loi catalane se fonde sur la récupération de l'histoire et de la mémoire démocratique depuis 1931 jusqu'à 1980, c'est-à-dire, la mémoire idéologique des gauches depuis l'instauration de la Seconde République jusqu'à la fin de la Transition.

Ainsi, bien que la loi espagnole tente de rétablir une « normalité » antérieure à la dictature en éliminant publiquement les symboles franquistes et en donnant aux victimes de la répression une reconnaissance posthume, la loi catalane a pour objectif de reconnaître l'histoire de la résistance sous toutes ses formes.

Malgré cela, bien que reconnues et étudiées internationalement, les lois de la mémoire en vigueur en Espagne ont fait face à une acceptation inégale sur son territoire et leur mise en place a été parfois controversée et discutée. Il convient de signaler que cela n'a pas été uniquement le cas dans des cercles prévisibles, comme les plus conservateurs. Ainsi, plusieurs questions animent encore des débats : comment peut-on « récupérer » le passé à partir des institutions officielles ? La récupération

de la mémoire doit-elle faire l'objet de politiques officielles ? Comment utiliser la mémoire comme outil de réflexion critique sur le présent ? Comment tenter d'articuler la multiplicité de mémoires et de voix testimoniales sans dériver vers la concurrence de mémoires ? Mais surtout, comment restituer et établir les multiples discours mémoriaux tant de temps après, quand la disparition des témoignages est, d'une part, un fait et, d'autre part, un facteur constitutif du besoin de récupération du passé ? Enfin, comment lutter contre toutes les tentatives révisionnistes et négationnistes qui empêchent la réhabilitation de la dignité des vaincus, rendant plus difficile, par exemple, l'ouverture des archives policières ?

La récupération du passé implique aussi une interrogation sur la façon d'aborder la dimension physique de l'expérience. S'il est vrai que les témoins finissent par disparaître, les effets que les événements produisent sur les générations postérieures ne se dissipent pas pour autant. Il existe une mémoire transgénérationnelle qui, ne se limitant pas aux relations familiales, a une incidence très claire dans les diverses formes d'appréhension du présent. Les lois, la jurisprudence, les politiques de réparation sont sans aucun doute insuffisantes. Ce n'est probablement pas par hasard que l'ouverture des fosses et les exhumations de corps sont devenues un point de référence pour désigner cet aspect fondamental de la récupération du passé en Espagne.

On sait bien que la mémoire est plurielle, qu'elle a du mal à s'ajuster aux discours stables et normatifs. Ses manifestations sont denses et complexes, elles varient selon les époques et elles sont portées, au moins, par quatre axes : l'expérience vécue par certains ; l'imagination collective ; la reconstruction historique variant en fonction des diverses perspectives idéologiques ; et l'axe qui interroge le présent par le biais de la mémoire.

On peut dire que la mémoire plurielle espagnole converge discursivement dans trois directions qui, depuis les années 1990, la définissent : l'oubli, l'amnésie et le silence. C'est à travers ces éléments qu'elle est connue et commentée en dehors de ses frontières. À force de répétition – et nous savons grâce à la psychanalyse que la répétition peut être interprétée comme une résistance au souvenir –, ces directions conjurent les mémoires espagnoles. Elles mettent en évidence ses lacunes et ses blancs, mais elles la configurent aussi négativement en obturant la reconnaissance de certains faits, alors que dans des représentations artistiques produites sous la dictature, tout particulièrement en littérature et au cinéma, la volonté de mémoire n'a pas cessé de se manifester, bien que clairement transfigurée en symbole, recrée à travers les recours que la rhétorique a su subtiliser à la censure, et néanmoins présente, sans amnésie ni silence. Nombreux sont les écrivains qui, dès les années 1940 et pendant toute la période dictatoriale, ont donné forme à la mémoire à une époque où la guerre n'était pas si lointaine et la dictature était toujours en place. Cette circonstance se répète dans la production cinématographique, bien qu'à une moindre échelle. À partir des années 1970, on peut parler d'un cinéma espagnol qui souhaite « donner à voir » les ravages de la guerre et de la répression sur les générations immédiatement postérieures.

Dans ce dossier¹, nous présentons des contributions d'auteurs dont les réflexions portent sur certains des aspects des mémoires en Espagne pouvant, d'après nous, orienter au mieux un lecteur qui ne connaît pas le sujet. Nous n'avons pas voulu que le dossier ait une dimension exclusivement historique, ni d'ailleurs exhaustive, à propos de tous les aspects évoqués. Nous n'aurions de toute façon pas pu proposer, en leur rendant justice et avec équité, un panorama simplifié des multiples travaux sur la mémoire qui sont publiés et continuent de l'être, depuis les années 1990, dans tout le pays et dans ses quatre langues officielles. De même, il aurait été très difficile de nous limiter à des contributions qui auraient apporté des analyses aussi bien générales que ponctuelles sur la grande quantité de mémoires personnelles, de romans, d'œuvres d'art, de films et de séries télévisées qui, d'une certaine manière, ont jalonné, dessiné et contribué à la reconstruction et à la représentation d'un passé de plus en plus lointain, mais toujours présent. Au contraire, il nous a semblé plus approprié de présenter cinq travaux qui, de notre point de vue, synthétisent certains aspects de la problématique mémorielle en Espagne :

La genèse de la construction des mémoires officielles en Espagne, leur diversité et les tensions générées (Ricard Vinyes), l'histoire politique autour de l'exhumation des fosses communes des exécutés par les franquistes pendant la guerre et la postguerre (Francisco Ferrándiz), la construction du *Museu Memorial de l'Exili* (Musée Mémorial de l'Exil) situé à la Jonquera, seul musée-mémorial espagnol consacré à l'exil (Jordi Font), l'analyse de certaines productions cinématographiques qui, à la fin du franquisme et pendant la Transition, ont été des éléments clés dans la représentation et la circulation du passé (Vicente Sánchez-Biosca), ainsi que la problématique autour de la transmission de l'expérience de l'exil et les interrogations qui surgissent dans le cadre d'une mémoire articulée autour des liens familiaux (Marta Marín-Dòmine). Tous ces aspects figurent au nombre des approches possibles pour penser la construction des mémoires plurielles en Espagne.

Marta Marín-Dòmine et Esteban Mate

(1) Sauf mention contraire, les textes de ce dossier ont été traduits par Nadia Tahir et révisés par la rédaction.